

EDITORIAL

L'année qui vient de s'achever marque aussi la fin d'une décennie, la première décennie du XXI^{ème} siècle. Celui-ci s'était «ouvert» tragiquement, le 11 septembre 2001, par l'attentat contre les tours jumelles du World Trade Center de New York. Ce jour-là, «un jour sombre» dans l'histoire de l'humanité devait dire Jean-Paul II au lendemain de l'attentat, pourra nous sembler paradoxalement bien lointain. Certes, les forces d'Al-Qaïda sont toujours à l'œuvre et la menace terroriste est loin d'avoir disparu comme le prouve la tentative manquée de ce jeune Nigérian de faire «sauter» en plein vol l'avion de ligne Amsterdam-Détroit le jour de Noël. D'autres catastrophes, naturelles celles-là, à commencer par le tsunami de décembre 2004 et sans oublier les terribles tremblements de terre récents (le dernier en date, le plus terrible, aurait fait plus de deux cents mille morts en Haïti à l'heure où nous écrivons ces lignes), sont venus imposer d'autres urgences à l'attention des dirigeants du monde. La crise économique et le réchauffement climatique ont été à l'ordre du jour des grandes conférences internationales (les conférences du G 20, la conférence de l'ONU à Copenhague) de l'année écoulée. C'est peu dire qu'en dix ans, et sans qu'on s'en rende toujours compte, le monde a beaucoup changé. Les célébrations qui ont marqué le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin (9 novembre 2009) se sont déroulées dans une atmosphère bien différente d'il y a dix ans. Comme l'observait récemment le directeur d'un grand quotidien français, le monde alors «n'avait plus d'ennemis, mais seulement un modèle à suivre selon les pointillés des cotations et produits financiers qui, telles des bulles de savon, montaient, montaient» (*Le Monde*, 14 janvier 2010). C'est dire si l'exigence d'une gouvernance commune, à l'échelle planétaire, semble aujourd'hui plus forte que jamais pour faire face à ces nouveaux défis qui menacent à terme la survie de l'espèce humaine. Dans l'encyclique *Caritas in veritate* (datée du 29 juin 2009), le pape Benoît XVI appelle ainsi à la mise en place d'une «véritable *Autorité politique mondiale* telle qu'elle a été déjà esquissée par mon prédécesseur, le bienheureux Jean XXIII». «Une telle Autorité devra être réglée par le droit, se conformer de manière cohérente aux principes de subsidiarité et de solidarité, s'engager pour la promotion d'un authentique développement humain intégral qui s'inspire des valeurs de l'amour et de la vérité» (n. 67). Cette idée d'une «Autorité mondiale», Jacques Maritain

l'avait déjà formulée il y a soixante ans dans son grand livre *L'homme et l'Etat* (1950). «Si cette idée d'une société politique mondiale n'était qu'une belle idée, je ne m'en soucierais pas beaucoup. Je la tiens pour une grande idée, mais aussi pour une idée saine et juste» écrivait alors le philosophe. En ce début d'année 2010, nous ne pouvons que recommander à nos lecteurs de lire (ou de relire) ce grand classique de la philosophie politique du XXème siècle. Pour les convaincre de la pérenne actualité des propositions maritainiennes, nous publions un large extrait de la conférence prononcée par le nouveau président de l'Union européenne, le Belge Hermann Van Rompuy, devant les Grandes Conférences Catholiques de Bruxelles, sous le titre «Du Personnalisme à l'action politique». Beau titre pour un beau programme!

Philippe Chenaux